

Samedi 18 novembre 2023

échanges entre comités

- *Comment on met en évidence la diversité et l'histoire des comités et comment faire pour définir des objectifs communs qui nous rassemblent, chaque comité étant autonome.*
- *Comment on se fait connaître et comment on accompagne les actions locales.*

- Jean Pierre (Remiremont): Il faut mettre en évidence le commun et être une force de propositions.

Nous avons peu de concret parfois (ex : comment monter un centre public de santé).

Nous avons des actions redondantes, comme celle contre le PLFSS renouvelée chaque année sans résultat.

Pourrions-nous travailler avec des députés sur une loi-cadre ? Approfondir le Plan Régional de Santé ? Dans le Grand Est les élus locaux n'ont pas été consultés, seules des associations de Maires l'ont été.

- Edith Pot (Ruffec) : chacun se positionne sur le local avant de faire le lien avec le national.

Notre comité a 30 ans d'existence, aujourd'hui il est difficile de rebondir après un échec.

Les réunions publiques peuvent être des moments d'éducation populaire, sur la Sécu, entre autre. Il faut revoir la commission formation, se servir des textes et des lois, de leurs failles. A partir de la définition de l'hôpital de proximité, mettre en évidence les contradictions, même si on s'y oppose. Il faut continuer la bataille. On peut avoir différentes approches, mais qu'est-ce qu'on cherche pour apporter un plus à la population.

- Jean-Luc (Nantes) : Avec les e-mails, envoyer des publications, ça permet d'échanger nos expériences.

- Guillaume (Montargis) : Comment aller au-devant des nouveaux comités ? Le contexte social et politique a évolué, nos liens à ces comités aussi. Il existe sur les territoires des forces sur lesquelles s'appuyer. Il y a de nouvelles façons de penser notre fonctionnement par l'évolution de la société et une autre façon de penser nos liens pour être porteurs de solutions et d'espoir.

- Nadine (Dole) : pour défendre la chirurgie conventionnelle à l'hôpital nous avons fait un petit film de témoignages sur les difficultés des gens pour se soigner. Ce film nous le passons dans les communes ainsi qu'une pièce de théâtre sur la casse de l'hôpital. C'est une autre façon de militer.

- Christine (Concarneau) : Mêmes remarques que Dole. Nous avons mis, à la disposition de la population volontaire, des cahiers de doléances dans les mairies, cela n'a pas vraiment abouti. Les pétitions signées, les députés ne s'y intéressent pas.

Nous avons écrit et monté une pièce de théâtre, pas à Concarneau le maire ne voulait pas, mais à Trégunc : la salle était pleine et le public plus jeune. Nous avons un contact avec Douarnenez et la jouerons au printemps à Guingamp.

- Evelyne (Luçon) : depuis 2,5 ans nous sommes présents tous les vendredis devant l'hôpital. Cette mobilisation a permis le maintien des urgences, mais en mode dégradé.

Depuis peu l'hôpital est devenu un "Hôpital de Proximité" les élus ont pensé qu'il devenait pérenne. Mais les réflexions du comité, qui ont abouti à une semaine de mobilisation (du 20 au 25 novembre) avec passage de la Flamme dans plusieurs communes, ont fait réagir certains élus qui se sont sentis concernés. Cette flamme est dédiée au "patient inconnu" car depuis que les urgences sont en mode dégradé, les gens n'y vont plus. Quel est l'impact sur la population ? Nous n'avons aucune réponse.

Le dernier soir, il y aura un débat avec Victor Duchesne, économiste de la santé.

- Geneviève (Tours) : Dans le cadre du Tour de France, nous avons fait une chaîne humaine à partir de la suppression, votée par le Sénat, de l'AME. Notre slogan était : « accès aux soins pour tous, avec ou sans papiers ». Le lien n'est pas toujours fait, y compris chez des soignants. Cette phrase n'est pas toujours acceptée, y compris chez des syndiqués.

En février nous passerons un film sur la santé mentale chez les précaires et les migrants.

- Jean Paul (St Claude) : Quand ils ont voulu fermer les urgences, le calcul des conséquences étaient de 30 morts possibles /an (comme les militaires!). Ces patients seraient morts au nom du « déshonneur de l'ARS ».

- Françoise (Ivry) : le comité a été créé en février 2001 pour la défense de l'Hôpital J. Rostand, la maternité pratiquait 2 55 accouchement/an.

Aujourd'hui, c'est la défense de la Santé publique qui nous mobilise. La CN nous a permis de pérenniser notre comité.

Notre Santé en Danger est un collectif multi-organisation. Depuis 2019, la dégradation de la situation nous a permis d'être lanceur d'alerte et d'organiser le Tour de France avec la CN et 70 organisations rassemblées.

Dans ce cadre nous avons fait 3 actions sur Ivry.

Le Tour de France, commencé le 11 septembre n'est pas terminé. Il couvre tous les

aspects de la santé avec 2 idées à la base : ce qui manque en relation avec le PLFSS

les cartons rouges ou verts.

Pour l'AME nous avons proposé le communiqué et la pétition.

Le Maire d'une petite commune, membre du collectif de Dole : nous devons faire un constat : des comités existent depuis 30 ans et pourtant tout régresse. Cela concerne toute la population et aujourd'hui il n'y a pas de jeunes.

Faut-il remettre en cause le type d'actions ?

Nous pourrions, par exemple, aller à l'ARS, où nous sommes chez nous, et prendre des décisions positives, une/jour pendant plusieurs jours.

- Daniel (Dole) : Le but de ces comités, c'est de sauver des vies. On est toujours en lutte. L'ARS est invitée chaque année et elle ne vient pas. Il faut des actions qui sortent de l'ordinaire.

- Jean (Remiremont) : Que faire face à l'argument : « on ferme parce qu'il n'y a plus de médecin ».

- Nicole (Sarat) : Nous sommes tous les jours devant l'hôpital depuis 10 ans de 14 à 17h. Au début, pour les « responsables » nous étions des « criminels ». Mais nous avons sauvé la maternité en 2017 avec l'aide de la presse. Depuis on fait au mieux, la direction de l'ARS nous demande d'arrêter parce que partout on parle de nous ! En janvier nous aurons un débat autour du vieillissement à partir d'un documentaire de France 5 en Italie, Inde, Afrique et Sarlat.

Nous aurons aussi un débat autour de « Loup y es-tu ? ».

- Évelyne (Luçon) : Les actions ne mènent pas à rien. Il est vrai que, parfois, elles sont visibles mais ne durent pas. Nous avons choisi le « harcèlement » qui paie.

- Patrick (Lure) : La majorité des départements de Bourgogne Franche Comté a voté contre le PRS, malheureusement l'ARS n'en tient aucun compte. Elle utilise des formules creuses : on ne dit pas « les déserts médicaux », on dit des « territoires à redynamiser ».

Elle a refusé de maintenir quelques mois un spécialiste qui voulait accompagner ses nouveaux collègues.

Mais elle a accepté le centre de santé : la lutte peut aussi payer. On défend tous les services de proximité, quels qu'ils soient. La prison de Lure, on n'a pas réussi, création d'un service pénitentiaire d'insertion, il ne faut pas désespérer.

- Laurence (Dole) : Nous ne sommes pas encore au niveau je soulignerai 4 points
- Pas assez de communication malgré tous les efforts,
- La ténacité permet de se faire connaître, notamment par la presse,

- L'intérêt du Tour de France
- Pour rassembler plus largement il faut être, non seulement contre, mais POUR.

Il y a reconnaissance de nos actions, ça sert à quelque chose de se mobiliser. C'est utile de nouer des partenariats et « se battre pour »

- Jean Luc (Nantes) : Ce n'est pas l'ARS qui décide mais le Ministère et le gouvernement. Il ne faut pas se tromper d'ennemi. Ce qui est nouveau cette année, c'est le rejet du PRS par plusieurs régions et de nombreux départements. Nos luttes n'y sont pas pour rien. L'ARS est d'accord sur le constat mais pas sur les solutions. Pour ces responsables, le fait qu'un patient ne pouvant être hospitalisé à Angers le soit à Nantes n'est pas un problème. Cette année, pour des raisons diverses et variées il y a eu des rejets. Notre lutte n'est pas inutile. Les services sont « suspendus » et pas « fermés ».

- André (St Claude) : L'ARS supprime des services. Nous avons résisté et nous résisterons encore. On nous a demandé d'enlever des banderoles, on en a mis de nouvelles. Il ne faut pas s'écraser devant les responsables.

- Nadine (Dole) : A Lons il y avait plusieurs comités mobilisés, il ne faut pas rester seul.

- André (Saint Claude) Cite le rappeur Marc Nammour« Le plus dur ce n'est pas d'entrer en résistance c'est de tenir la distance »